

# Tout-Droit

Nouvelle série

(No 29)

Bulletin de l'En-Droit de Laval

Automne 2012

Gratuit

Voué à la promotion et à la défense des droits en santé mentale

(450) 668-1058

## Activité du mardi

6 novembre 2012 à 14h00

**Café-causerie : Comment se débrouiller dans le Réseau de Santé Mentale de Laval?**

13 novembre 2012 à 14h00

**Café-causerie : Accès au logement pour les itinérants. Projet Chez Soi St-Florent**

20 novembre 2012 à 14h00

Film : Elle s'appelle Sabine

27 novembre 2012 à 14h00

Café-causerie : Des solutions pour planifier son budget

5 décembre 2012 à 14h00

Film : Une méthode dangereuse

12 décembre 2012 à 14h00

Café-causerie : Self-Advocacy comme méthode pour défendre ses droits

8 janvier 2013 à 14h00

Café-causerie : Découvrons l'oeuvre de St-Denys Garneau

15 janvier 2013 à 14h00

Film : Goodbye Lénine

22 janvier 2013 à 14h00

Film : 12 hommes en colère

29 janvier 2013 à 14h00

Café-causerie : Défendre ses droits face à la CSST

5 février 2013 à 14h00

Film : Moïse Rock Thériault

12 février 2013 à 14h00

Film : L'imposture

Ne manquez pas le café-causerie sur comment se débrouiller dans le Réseau de Santé Mentale le 6 novembre à 14h00 dans les locaux de L'En-Droit de Laval au 119B des Laurentides.



Café-causerie où vous êtes invités à poser vos questions à M. Denis Chabot, Agent de Liaison du Centre de santé et de Services Sociaux de Laval.

Ne manquez pas le Café-causerie sur l'accès au logement pour les itinérants le 13 novembre à la salle St-Louis au 55 St-Florent. Pour plus d'information regarder la dernière page du bulletin.

## Tout-Droit Bulletin publié par l'En-Droit de Laval

Les membres et les amiEs de l'En-Droit peuvent le recevoir gratuitement. Tirage: 800 copies.

Responsable du bulletin: Michel Grenier

Adresse: L'En-Droit de Laval

119B, Boul. Des Laurentides  
Laval, Québec, H7G 2T2

Téléphone: (450) 668-1058

Télécopieur: (450) 668-7383

Ligne sans frais : 1-877-668-1058

Courriel: [endroit@bellnet.ca](mailto:endroit@bellnet.ca)

Internet: [www.endroitlaval.com](http://www.endroitlaval.com)

**La société nous estropie, nous épuise et nous rend fous.**

**Pour vivre en santé et trouver le bonheur, il faut travailler à la changer.**

## **Editorial : La situation politique actuelle à Laval et l'opportunité de redéfinir les enjeux sociaux**

La situation à l'Hôtel-de-ville de Laval préoccupe fortement L'En-Droit de Laval. La réalité est que le Maire Vaillancourt monopolisait un énorme pouvoir et représentait une présence difficilement contournable dans le champ politique lavallois. Le fait qu'il se retire, officiellement pour des raisons de santé, signifie un fort vide de pouvoir. Le Directeur Général de la Ville affirme que la Ville n'est pas en crise. Mais force est de constater que peu se décidait sans l'approbation du maire et qu'il n'existe pas de relève solide pour occuper son poste.

Sans présumer du fait que le maire Vaillancourt sera accusé et condamné, tant et aussi longtemps qu'il y aura des procédures d'enquêtes, on peut présumer qu'il ne pourra pas revenir à son poste. Ces procédures dureront sûrement plusieurs mois, voire plus d'un an. On doit comprendre qu'il s'était développé une sorte de bonapartisme municipal ou tout tournait autour de l'autorité du maire. Les prochaines élections auront lieu en novembre 2013. Personne ne sait si le Maire a l'intention de s'y présenter. Qu'est-ce qui arrive avec les projets actuels en marche? Comment se prendront les décisions durant l'absence du maire? Y aura-t-il des retards qui pourraient être préjudiciables à la réalisation effective des projets? Par exemple, comment sera reçu un projet de coop ou d'O.S.B.L d'habitation et surtout, comment sera-il traité? Dans de tels projets, l'implication de la municipalité est très importante. Nous voulons des réponses et les incertitudes ont toujours un impact négatif sur la mise en oeuvre de projet.

Par ailleurs, il nous apparaît fort peu probable que le Maire revienne peu importe qu'il y ait ou non des accusations ou une condamnation. C'est donc dire qu'il va s'ouvrir une nouvelle ère. L'opposition actuellement existante ne soulève pas d'enthousiasme. Et même dans le parti du Maire, on ne connaît même pas de successeurs potentiels.

Nous devons conclure qu'il y a un fort déficit démocratique à Laval. L'institution municipale n'y a pas vraiment favorisé l'émergence d'une vie démocratique forte. Le style politique du maire Vaillancourt l'a aussi enrayé. Certes, les citoyenNEs de la Ville sont en partie responsables d'avoir toléré la situation. À Laval, il n'y a pas de véritable tradition de mobilisation sur des enjeux

citoyens ce qui aurait permis l'émergence de débats et de personnalités politiques porteuses d'enjeux.

Durant l'administration Vaillancourt, il y a tout de même eu des initiatives citoyennes et communautaires. On peut penser à la construction de logements sociaux et de ressources d'hébergement. Cependant, la mairie était très frileuse face à ces projets et certains n'ont jamais été mis en oeuvre compte tenu des obstacles réels ou anticipés rencontrés par les promoteurs. On ne peut pas dire que la mairie a été une facilitatrice durant l'administration Vaillancourt; la collaboration et l'accompagnement, certes existants, n'étaient pas très faciles à obtenir.

Les pauvres de Laval se sont toujours sentis exclus de la vie sociale et politique de l'Île. Même que, la Ville, par différentes pratiques, gommait l'existence de la pauvreté. Bien sûr, on n'en avait que pour la promotion de nouveaux complexes et développements résidentiels mais aussi pour de curieuses constructions démontrant un urbanisme questionnable. On voulait donner l'impression que Laval était une place plaisante alliant le meilleur de ce qu'il y a de la vie en banlieue et de la vie dans une grande ville moderne. Reconnaître l'existence de la pauvreté revenait à nuire au message publicitaire qu'on voulait qu'il soit retenu par la population. La ville a certes attiré de nouveaux résidents; cela lui a même permis de peu hausser les comptes de taxe, l'augmentation du nombre de propriétaires assurant de nouvelles entrées fiscales. De son côté, la croissance de l'enveloppe provinciale dédiée au développement urbain et résidentiel (logement social notamment) n'a pas été énorme durant l'administration du maire. Les populations pauvres n'ont pas été les grandes gagnantes de l'administration Vaillancourt mais rien n'indique qu'il y aura une véritable amélioration maintenant et surtout dans la période d'incertitude qui s'ouvre prochainement.

Pour ce qui est de la problématique de la corruption, il faut se garder d'un populisme simpliste. D'après ce qui ressort des témoignages à la commission Charbonneau et des différentes enquêtes journalistiques, il existerait un fort cartel de firmes d'ingénieurs ou de constructeurs qui utilisent le fait qu'elles détiennent soit la machinerie soit le savoir technique et scientifique pour

## **Editorial : La situation politique actuelle à Laval et l'opportunité de redéfinir les enjeux sociaux**

imposer leur prix aux différentes administrations municipales et gouvernementales. Différents fonctionnaires et politiciens collaborent au système, plus ou moins activement, et en retirent des avantages financiers ou matériels. Le crime organisé, même s'il retire certains avantages et intervient dans les rapports entre les membres du cartel, semble jouer un rôle plutôt accessoire.

Pour nous, le désengagement de l'État qui a laissé filer son savoir institutionnel au niveau de l'expertise en ingénierie n'a certainement pas aidé. L'évaluation des coûts devient difficile lorsqu'on n'a pas le savoir pour l'évaluer. Par ailleurs, le fait qu'une partie significative de la machinerie ne fasse pas partie du patrimoine public permet bien sûr au cartel des ingénieurs et constructeurs d'imposer sa loi.

En mettant l'accent sur le lien avec le crime organisé, en organisant une chasse aux corrompus et en insistant sur la mise en oeuvre d'une nouvelle législation empêchant que des contrats publics soient octroyés à des gens condamnés, voire même simplement accusés, on oublie de mettre en oeuvre des mesures qui casseraient le cartel. Sans nier qu'il faille condamner les bandits qui ont tout de même volé le public, on doit créer des conditions telles qu'il n'y ait plus un contexte facilitant pour le développement d'une corruption à large échelle. Une

socialisation plus accrue des moyens de production et du savoir technique et scientifique apparaît une clé pour une solution durable au problème de la corruption.

Nous demandons que se clarifie la situation au niveau de la mairie de Laval de manière à enlever les ambiguïtés.

Nous demandons que des mécanismes institutionnels favorisant l'émergence d'une nouvelle culture politique et une implication citoyenne soient mises en oeuvre

Nous demandons qu'on reconnaisse véritablement qu'il y a une problématique de la pauvreté à Laval et qu'on facilite les projets innovateurs cherchant à améliorer la situation des pauvres à Laval notamment au niveau du logement

Nous demandons qu'on crée de véritables conditions pour casser le cartel des constructeurs et ingénieurs notamment en socialisant une partie significative des moyens de productions et du savoir technique et scientifique

Il est grand temps de permettre à Laval de porter un regard équitable sur la répartition des richesses entre pauvres et bien nantis. Il faudrait donc saisir l'opportunité offerte par la mouvance politique actuelle pour redéfinir les enjeux sociaux sur de nouvelles bases.

Richard Miron

## **Témoignage de L'En-Droit de Laval à la Commission Populaire Itinérante du FRAPRU**

L'En-Droit tient tout d'abord à remercier le FRAPRU pour sa commission populaire itinérante. Cette démarche d'enquête large qui implique les gens des organismes communautaires et leurs usagers va sûrement vous permettre de préciser le portrait au niveau de l'accès et l'abordabilité du logement. Ce sont nos usagers et usagères qui, à travers leurs expériences de vie, leurs besoins et leurs requêtes, nous interpellent sur la problématique du logement.

L'En-Droit est l'organisme régional de défense et de promotion des droits en santé mentale pour la région de Laval. Les personnes qui ont ou qui ont eu des problèmes en santé mentale viennent nous voir lorsqu'elles vivent

des problèmes avec leurs propriétaires. CertainEs, en dehors des jours froids de l'hiver, sont carrément dans la rue. Les usagers-ères de nos services sont pour la plupart sur l'aide sociale. CertainEs ne se font pas tous reconnaître leurs contraintes sévères ce qui leur permettrait d'avoir le maximum permis par l'aide sociale. Beaucoup se retrouvent souvent dans des logements vieillissants, mal isolés au niveau chauffage et au niveau sonore, doivent vivre dans des relations de colocation souvent conflictuelle dans des logements propices à la promiscuité. Plusieurs de nos membres se plaignent de la salubrité de leur logement. Très souvent, nos membres, ayant peu de moyens, doivent accepter des logements en décrépitude avancée.

## Témoignage de L'En-Droit de Laval à la Commission Populaire Itinérante du FRAPRU

LDR, Pont-Viau et Chomedey sont des quartiers qui ont commencé à s'urbaniser dans l'immédiat après-guerre. Le parc de logement dans ces quartiers est vieillissant et souvent les propriétaires investissent peu dans les rénovations trouvant du monde encore prêt à les prendre tels quels. Ces logements ne sont pas nécessairement les plus chers sur le marché mais leur prix exerce une forte pression sur le portefeuille de nos gens. Depuis l'implantation du métro, le taux d'inoccupation de ces secteurs est un des plus faibles dans la RMR de Montréal et cela annonce une hausse prochaine plus prononcée des loyers.

La croissance de la population de Laval s'accompagne d'une hausse des constructions. Malheureusement, on y retrouve très peu de logement social dans les récentes constructions. Les promoteurs immobiliers qui font des condos, lorsqu'un terrain ou un immeuble devient vacant, y mettent la main dessus rapidement. Il n'existe pas de réserve foncière dédié au logement social à Laval. Une telle réserve, pour nous, est urgente parce que si on a pas de terrain pour ériger des logements sociaux, on ne pourra pas le faire.

À Laval, il y a, selon les statistiques de la SHQ, 1654 logements subventionnés dits réguliers et 80 logements subventionnés en coop. Cela représente environ 2,5% de tous les logements sociaux subventionnés du Québec. Sur le territoire lavallois, nous retrouvons environ 4% de la population sous le seuil de faible revenu de l'ensemble de la province. Pour nous, il faudrait construire au moins 2000 nouveaux logements sociaux dans les 5 prochaines années avec une forte composante subventionnée. Par ailleurs, concernant les problèmes de salubrité, il devrait y avoir un code du logement comme à Montréal qui permettrait de saisir les propriétaires délinquants et faire passer les habitations une fois rénovées dans le parc de logements sociaux. De plus tous les logements qui pourraient convenir à notre clientèle coûtent souvent trop cher selon les faibles revenus qu'ils reçoivent à l'aide sociale.

Un préjugé tenace tend à rendre responsable nos usagers des situations difficiles vécues dans les logements que cela soit au niveau des conflits avec les voisins ou de la salubrité. S'il est vrai qu'il y a un manque de soutien

au niveau du réseau de la santé et des services sociaux, les situations objectives (vieillesse des logements, non-rénovation, divisions mal adaptées, exigüités, promiscuité, mauvais isolement, etc) doivent aussi être prises en compte. La meilleure intervention sociale aura très peu de chance de succès s'il n'y a pas d'amélioration dans la situation matérielle des gens.

L'En-Droit réclame certes une amélioration du réseau de santé et de services sociaux pour répondre aux besoins de ses membres. En même temps, quand il n'y a pas suffisamment de logements disponibles, on ne règle pas le problème et on travaille dans le beurre. À l'automne, à l'approche des froids, plusieurs personnes qui étaient dans la rue se cherchent un gîte pour l'hiver sollicitant la famille et les amis. Certains se retrouvent même dans des crack houses. Nous devons donc agir sur les conditions matérielles d'existence.

CertainEs de nos membres ont commencé à initier un projet de construction d'une O.S.B.L d'habitation qui répondraient à leurs besoins. On y retrouverait salles et cuisines collectives, un concierge et des visites d'intervenants externes. Mais, par-dessus tout, il y aurait des logements subventionnés, isolés et suffisamment spacieux pour bien vivre. C'est une petite mobilisation.

On la situe dans une mobilisation plus globale où on appelle à développer davantage de logement social et revendiquer du terrain pour ce faire. Il y a des terrains et immeubles vacants propices à ce but dans LDR, Chomedey et Pont-Viau, là où, selon nous, la situation va empirer pour les plus pauvres de Laval et où cette population se concentre. La Ville et les différents autres paliers gouvernementaux doivent faire quelque chose pour inclure ces terrains et immeubles dans le patrimoine collectif sinon ce sont nos usagers-ères qui vont se tanner et vont se le créer ce patrimoine collectif. Le mouvement Occupy, la mobilisation des étudiantEs leur ont donné des idées. L'insensibilité des autorités gouvernementales est un facteur de frustration. Plusieurs conditions se précisent pour que démarrent un mouvement Occupons Laval pour du logement social. Il y a du monde qui devrait bouger sinon il y en a d'autres qui vont le faire.

Richard Miron



## UNE VERSION «COMMISSION CHARBONNEAU» EN SANTÉ MENTALE

Ces temps-ci, on entend beaucoup parler de l'enquête Charbonneau sur l'industrie de la construction: corruption de fonctionnaires, hausse des prix avec l'obligation de s'approvisionner chez certains fournisseurs de matériaux, corruption de politiciens, etc. Est-ce à cause de la mafia, excroissance tout aussi obligatoire du capitalisme? Sans doute, en partie. Mais Lino Zambito, un des témoins vedettes, nous avertissait que si le marteau s'abattait trop durement sur les petites et moyennes entreprises de la construction, les grandes entreprises prendraient la relève et relèveraient les prix au niveau de ceux de la collusion et de la corruption. Autrement dit, ces entreprises feraient la même chose que la mafia sans être inquiétées par la police parce qu'elles ne seraient pas liées à la mafia! C'est dire toute la limite du capitalisme!

On pourrait se dire que toute cette corruption se limite à la construction, voire à un secteur de la construction, les égouts. On sait qu'il n'en est rien. Mais il serait amusant de jeter un coup d'oeil sur la santé.

La loi canadienne sur les brevets fête ses 25 ans. Un de ses résultats est que la recherche-développement n'a jamais été aussi basse: les fabricants de médicaments brevetés ont dépensé seulement 5.6% des recettes brutes qu'ils ont touchées en vendant leurs médicaments aux Canadiens, indique le rapport annuel du Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (La Presse, 26 juin 2012). On pourrait conclure que les incitatifs à la recherche en allongeant la période de protection des brevets des médicaments ne sont pas efficaces, ce qui arrive pour la plupart des incitatifs à l'entreprise. Pourtant Brian Mulroney, ancien premier ministre du Canada pris jadis dans un scandale de corruption pour des pots-de-vin de 225,000\$ versés par le multimillionnaire Karlheinz Schreiber, souhaite, ainsi que le Parti Conservateur, la conclusion d'une entente de libre-échange avec l'Union Européenne qui renforcerait la protection des brevets ici. Allonger la durée des brevets retarderait l'arrivée des médicaments génériques, moins chers. Des politiciens corrompus, une restriction de l'offre et des fournisseurs, même si cette collusion des lobbies pharmaceutiques serait entérinée par une loi, ça ne vous rappelle pas quelque chose?

Autre fait: le géant pharmaceutique GlaxoSmithKlein (GSK) va payer une amende de trois milliards de dollars pour mettre fin à des poursuites des autorités américaines qui l'accusaient d'avoir fait la promotion illicite de médicaments et d'avoir publié des déclarations trompeuses (Agence France-Presse, 3 juillet 2012). Bill Corr, ministre adjoint de la Santé, déclarait: «Depuis longtemps, notre système de santé est la cible de tricheurs qui pensaient faire un profit facile au détriment de la sécurité publique». Les États-Unis, ce n'est pas loin! GSK a plaidé coupable pour avoir fait la promotion illicite de certains médicaments, publié des déclarations trompeuses sur les prix et l'efficacité des médicaments et omis de rendre compte de documents démontrant l'inefficacité de médicaments. La fraude concerne en particulier le Paxil, que GSK avait fausement vendu comme un antidépresseur pour enfants alors qu'il n'avait jamais été approuvé comme tel par les autorités pharmaceutiques, l'antidiabétique Avandia commercialisé sans alerter des risques de certains effets secondaires, ou encore le Wellbutrin, prévu pour traiter de graves dépressions, mais dont GSK avait fait la promotion pour être plus mince ou avoir plus de relations sexuelles. GSK incitait les médecins à prescrire ces médicaments à coup de «vacances à Hawaii, de chasse au faisan en Europe ou de concerts» (corruption de fonctionnaires). L'administration Obama a ainsi récolté 10.2 milliards de dollars au total en amendes et autres accords à l'amiable et inculpé plus de 800 personnes pour escroqueries à la santé.

Autre délicatesse: en 2011, un nombre record de 14.2 millions d'ordonnances d'antidépresseurs ont été délivrées par les pharmaciens: c'est une augmentation de l'ordre de 50% en cinq ans. Des enfants de moins de cinq ans reçoivent des antidépresseurs et plus de la moitié des pensionnaires des maisons de retraites reçoivent inutilement des antipsychotiques selon une étude publiée dans le Journal canadien de psychiatrie. C'est quatre fois plus que chez les personnes âgées qui vivent chez elle ou chez leurs enfants. La collusion et la corruption, c'est payant.

Jacques Saintonge

## **Contre les changements à l'assurance-chômage ; pour des services publics**

Ces nouvelles mesures entreront en vigueur en janvier 2013. Imposées par Harper suite à son dernier budget, elles constituent la pire attaque au régime d'assurance-chômage depuis le grand saccage des années 1990, avec la réforme Axworthy.

Cette nouvelle réforme contient plusieurs aspects dont, entre autre : La numérisation des services (les demandes de prestation et rapports seront faits par téléphone ou par internet) Réduction des fonctionnaires, ceux qui resteront seront utilisés comme police contre les fraudeurs. Création de 3 catégories de chômeurs, creusant les inégalités entre les chômeurs. Abolition des recours d'appel, le Conseil d'arbitrage sera remplacé par un nouveau Tribunal de la sécurité sociale composé de trois personnes, cette instance sera décisionnelle et il sera impossible en cas d'insatisfaction de la décision, d'aller devant un juge d'arbitrage comme actuellement. Avec les procédures actuelles les contestations qui se rendent jusqu'au bout du processus, sont gagnées par les chômeurs dans la majorité des cas.

Plus de la moitié des chômeurs n'ont déjà plus accès aux prestations, cette bureaucratie multiplie les obstacles qui rendront encore plus difficile de se qualifier et éliminera davantage de prestataires. Comme l'accès à la santé, au logement, à l'éducation et à l'aide sociale, l'ensemble des services publics deviennent de plus en plus inaccessibles.

Les prestataires que l'on qualifie de « fréquents », c'est-à-dire ceux et celles qui ont eu recours 3 fois au chômage durant les 5 dernières années seront contraints après 6 semaines de chômage, d'accepter un emploi dans n'importe quel domaine à 70% du dernier salaire dans un arrondissement de plus en plus éloigné. C'est un outil que se donne la classe dirigeante pour faire diminuer les salaires et faire des pressions sur les travailleurs. Certains seront particulièrement pénalisés. Les travailleurs

saisonniers, dans l'industrie de la forêt, de la pêche et du tourisme, ainsi que ceux et celles qui travaillent pour les agences. Au Nouveau-Brunswick dans le poisson non seulement les travailleurs seront affectés, mais aussi leurs employeurs car quand leurs employés auront déménagé pour un autre emploi, ils leur sera impossible de revenir pour la saison des pêches.

Dans l'époque des années 30, le chômage était à 20% au Québec et aucune protection sociale n'existait. Un mouvement ouvrier dirigé par les communistes a fait des luttes et batailles qui ont accouché de l'assurance chômage. Leur mot d'ordre était « Un salaire avec ou sans emploi ». Ils réclamaient que le financement du programme soit assumé entièrement par le gouvernement et les patrons. Aujourd'hui le gouvernement non seulement ne fournit plus une cent, il pige dans la caisse de l'assurance-chômage qui lui sert de « vache à lait ». C'était une erreur de la part du mouvement ouvrier d'accepter « l'aide » sous forme d'assurance. Probablement que le mouvement n'était pas assez fort pour obtenir de socialiser entièrement les besoins fondamentaux et les transformer en services publics. Les gens étaient moins instruits que maintenant, peut-être plus craintifs.

Aujourd'hui, avec la richesse produite par la production qui est développée grâce aux travailleurs, il devient indispensable que les besoins fondamentaux tels le logement, l'alimentation, la santé et l'éducation soient socialisés et assumés par la société, afin de rendre les individus capables de produire et de s'épanouir. Les besoins fondamentaux ne devraient pas être une marchandise, à vendre ou à acheter, mais devenir des services publics.

Que nous soyons travailleur, chômeur, assisté social ou retraité, nous devons clamer partout « Plein salaire pour les sans-travail »

Monique Rocheleau

## S'enfanter par le suicide

Nous avons lu en comité politique un article qui semblait porter sur le suicide d'un psychiatrisé. Je dis semblait porter là-dessus, car malgré les apparences il n'en était rien.

Et pourtant... La journaliste nous expliquait que certaines informations à caractère médical auraient été mal transmises au curateur public et qu'en raison de cela un psychiatrisé n'aurait pas été placé au bon endroit pour avoir les soins appropriés. En raison de cette lacune, il se serait suicidé. Et voilà que le curateur se donne pour tâche suite à cette affaire de réviser attentivement tous les dossiers entre telle année et telle année pour s'assurer qu'il n'y ait plus d'erreur de ce genre. Bon, rien qui sort de l'ordinaire à première vue. Une journaliste qui dénonce le raté possible d'une institution; un fonctionnaire, un curateur qui cherche à mieux faire son travail; une équipe soignante qui se désole que les informations pertinentes n'aient pas été versées au dossier et finalement un psychiatrisé qui se suicide.

Mais pourquoi ai-je dit qu'on parle de tout sauf d'un suicide? Pensez que cette journaliste nous parle de ce fragile tendron de psychiatrisé qui se balance par une fenêtre et se tue et qui nous apprend quelles mesures seront désormais prises pour ce que cela ne se reproduise plus. Je veux bien et tout et tout, mais... Mais pour se convaincre qu'il y a anguille sous roche, laissons parler l'État maintenant : « Que ce débile mental soit mort ou pas j'en ai rien à foutre dans le fond, que je largue vingt tonnes de bombes sur la tête des Irakiens je m'en balance, qu'une femme pauvre soit obligée de se mutiler avec un vieux tringle rouillé au fond de quelque ruelle pour prévenir une grossesse n'est pas mon problème. Ce qui est important pour moi est que vous sachiez que j'ai pouvoir de vie et de mort sur vous, que ce n'est pas vous qui avez ce pouvoir mais moi qui l'ai. » Voilà une des choses que nous dit l'article.

Mais est-ce que j'ai dit que l'État parle à travers la bouche de cette journaliste? Oui c'est ce que

j'ai dit. Mais comment a-t-il pu réussir ce tour de force? Eh bien voici. La société en tant que matérialité doit reproduire une valeur surajoutée par le travail, cette reproduction se réalise par le biais de l'exploitation et cette valeur nouvelle est celle de l'argent. Rien ou à peu près rien ne se fait sans travail exploité et sans monnayer de l'argent.

La chaussée sur laquelle vous marchez est le produit d'un travail qu'une législation a converti en un espace cadastré avec toute la précision de l'arpentage moderne, payée par les impôts, marquée de signes et de signalisations pour régler le mouvement dessus. Ce mouvement, celui du trafic notamment va à des tours à bureaux, des ateliers de travail, des commerces ou des résidences privées qui à leur tour sont régies par des lois foncières soumis à des formes de taxation et d'autres ponctions en argent, telles que des loyers ou pour un approvisionnement en hydroélectricité, disons. Rien que vous ne faites et où que vous n'alliez tout est soumis à cette loi de l'argent. Par conséquent le propriétaire du grand quotidien pour qui travaille indirectement cette journaliste doit voir au grain et s'assurer par le travail éditorial de ses chefs de pupitre que la logique de ce système soit dûment reflétée et défendue afin que ses capitaux à lui et ceux des membres de sa classe sociale, la bourgeoisie, se maintiennent au pouvoir partant, la plume des journalistes doit donc se résigner à cette logique, etc. etc.

Comme le sol sous vos pieds est quadrillé, cadastré, arpenté en une géométrie arithmétique correspondant à cette logique cartésienne du droit bourgeois, c'est-à-dire des rapports de production et d'échange marchand qui régissent le cours des marchés, nos têtes aussi y sont enfermées ne serait-ce que par le degré de réalisme que ça nous prend pour gérer nos petits budgets. Combien de sous ai-je pour payer mon logement, mes médicaments, mon électricité, ma bouffe. À grande échelle c'est l'État qui doit tout contrôler socialement comme il en est l'expression despotique absolue qui doit non seulement voir

## S'enfanter par le suicide

au budget social mais à la domination sur tout ce qui est, y compris vous et moi, lui et cet autre, physiquement et en esprit le plus intégralement possible. Veut veut pas on tombe dans les moules par en l'envers ou par à l'endroit, en son cœur ou à sa marge. Mais le plus que vous êtes près de son centre le plus qu'il agit sur vous comme une pompe aspirante qui vous avale et vous recrache dans le forme qu'Il veut. Quand il dit à sa force armée de tirer elle tire, quand il dit à ses médecins de soigner ils soignent et quand il dit à ses journalistes d'écrire ceci ou cela ils écrivent ceci ou cela, ses journalistes étant ceux et celles à la solde de gros bourgeois tels Desmarais ou Péladeau soudés à cet État, à son capital bancaire et financier. Un véritable nœud de vipères comme dirait Laborit où on ne trouve à remuer. Il n'y a qu'à penser à notre entité biologique qui dans ce dédale de stress réglé par les mouvements de la mécanique économique se voit contraint ici et là à chercher son couvert et son gîte ou qui doit se battre pour garder sa place tant que nous mangeons comme nous le faisons un peu tous au même râtelier.

Je pourrais vous parler de long en large de comment la tête de ces journalistes ne leur appartient qu'à demi mais je n'ai pas assez de place ici pour le faire. Contentons-nous de dire que le fonctionnement des institutions est réglé par une mécanique précise reliée à l'argent.

Ce n'est pas d'un suicide comme tel dont nous parlait cet article comme je disais, c'était plutôt le bourgeois collectif totalisé à travers la tête de cette journaliste inconsciente qui se regardait très narcissiquement dans son miroir social en se demandant comment ce frêle tendron de rien du tout de psychiatrisé avait pu se glisser entre ses puissantes mains lui qui dépense tant d'argent pour faire prodiguer tellement de soins à cette bande de dégénérés que nous sommes nous les psychiatrisé.e.s, qui dépense tant pour nous vêtir, nous loger, nous nourrir, etc. Ce n'est pas du suicide de cet homme comme tel dont il s'agissait,

c'était plutôt le puissant État qui se demandait comment quelqu'un avait pu échapper à son contrôle. L'État est gouverné par des riches fous à l'idée d'exercer du pouvoir le plus despotiquement possible, c'est-à-dire le plus totalement possible. Ce pouvoir est lié à leur richesse et inversement, cette richesse leur achète un paradis dont ils sont les dieux.

Et lui ce psychiatrisé dont le contenu du délire n'est que maladie, pour qui tout le monde décide du sort que ce soit équipe soignante, parents, amis ou travailleurs sociaux que peut-il être à lui-même, comment se définirait-il par rapport à la vie ? La conspiration de la médecine psychiatrique, grande source de paranoïa et autre institution de l'État, qui dans sa volonté de contrôle maniaque l'a dépossédé de son esprit en vidant son délire de tout sens en usant du concept fallacieux de maladie, autre prisme qui déforme sa réalité déjà mise à mal par le délire, et qui s'est approprié de son corps n'a-t-elle pas forcé en quelque sorte cet homme à essayer de reconnaître son existence dans son suicide?

Hypothèse fondée sur une intuition ontologique de fou comme moi. N'a-t-il pas essayé en quelque sorte de s'enfanter par le suicide? Si son délire est un prisme déformant où il y du mal à reconnaître ce qui est vrai, si la psychiatrie ne nous aide pas à rien comprendre de ce délire, si les journaux en plus nous désapproprient de notre image en nous présentant soit comme des tarés de la dernière espèce ou des violents de style hollywoodien où on ne peut se reconnaître dans quelle image de soi, de la vie alors peut-on fonder un semblant d'identité, par quelle image de soi peut-on essayer d'exister socialement. C'est pourquoi je répète : Cet homme a-t-il essayé de s'enfanter par le suicide? Du moins il a réussi à se faire un peu ressusciter et faire vivre sa vie, un peu de ce qu'il fut sur papier, celui de notre journal et celui de la Presse.

Gary Stevenson